



Consultation publique de la CRE relative aux conditions d'accès aux réseaux de transport de gaz des consommateurs gazo-intensifs

Paris le 9 septembre 2013

Préambule

En premier lieu, Endesa Energia tient à souligner son étonnement quant à la publication d'une consultation relative aux conditions d'accès aux réseaux de transport de gaz des consommateurs gazo-intensifs alors que ce sujet n'a pas fait l'objet de discussions préalables au sein du groupe Concertation gaz.

De plus, Endesa considère qu'une telle consultation n'est pas pertinente dans la mesure où le décret définissant le statut de gazo-intensif n'a pas été publié. En effet, l'absence de décret nous empêche de définir le périmètre des sites qui pourraient bénéficier d'un tel accès prioritaire aux capacités.

Au vu de ces conditions, il nous semble impossible de pouvoir porter un avis favorable aux options proposées dans cette consultation.

Question 1 : Etes-vous favorable à l'option de rattachement contractuel au PEG Nord de sites gazo-intensifs situés dans le sud de la France ?

Comme il a été avancé en préambule, Endesa n'est pas favorable à cette option.

Cette option introduit un traitement discriminatoire entre les différents consommateurs, ne pouvant pas s'appliquer aux sites gazo-intensifs fortement modulés, ni à ceux qui sont raccordés au réseau de distribution. De plus, comme évoqué par la CRE, une analyse approfondie serait nécessaire pour étudier la possibilité d'inclure les sites raccordés au réseau de transport de TIGF.

Par ailleurs, une telle option entraînerait des pertes financières pour GRTgaz (4 M€) alors qu'aucune mesure n'a été proposée pour combler ce déficit.

Question 2 : Avez-vous des remarques sur les modalités de mise en œuvre envisagées pour cette première option ?

Pas de remarques supplémentaires à celles qui ont été exposées dans la question précédente.

Question 3 : Etes-vous favorable à l'option d'allocation prioritaire de capacités à la liaison Nord-Sud des sites gazo-intensifs situés dans le sud de la France ?

Comme précisé dans le préambule, Endesa Energia n'est pas favorable à cette deuxième option.

Un tel mécanisme d'accès prioritaire aux capacités Nord-Sud pour les sites gazo-intensifs pourrait entraîner des situations de spéculation sur le prix de la capacité. D'un côté, la demande devrait être plafonnée à hauteur du volume de consommation (et non à hauteur de la capacité de livraison) pour éviter un manque d'optimisation de la capacité de liaison. D'un autre côté, cette option présente à nouveau des inégalités entre les différents acteurs et consommateurs présents dans la zone Sud, accentuées par l'absence de définition du statut de gazo-intensif.

Question 4 : Avez-vous des remarques sur les modalités de mise en œuvre envisagées pour cette seconde option ?

Pas de remarques supplémentaires à celles qui ont été exprimées dans la question précédente.

Question 5 : Avez-vous d'autres suggestions ou remarques ?

Pour conclure, et compte tenu des propositions citées ci-dessus, Endesa Energia considère que cette consultation est prématurée au regard de l'absence du décret fixant la définition du statut de client gazo-intensif, et propose, par conséquent, que ces sujets fassent l'objet d'un groupe de travail dans le cadre de la Concertation gaz, dans les plus brefs délais.